



Retraités, ensemble le 3 juin à Paris

Nous, retraités ne sommes pas des privilégiés. Depuis des années, le pouvoir d'achat de nos pensions est en recul. Vivre sa retraite dans la dignité est de plus en plus difficile. Beaucoup renoncent à des soins, aux vacances, à la culture et pour les plus âgés à se financer une maison de retraite. La crainte de ne pouvoir subvenir à ses besoins et de dépendre des enfants est une forte préoccupation pour nombre d'entre nous.

Les causes sont connues

- La politique salariale patronale qui entraîne de basses pensions une fois à la retraite.
- Les réformes successives des retraites de 1993 à aujourd'hui et les accords Agirc-Arrco combattus par la seule CGT.
- Les attaques contre l'assurance maladie qui font exploser le coût des mutuelles.

Le racket continue et s'amplifie à la demande du patronat

- La taxe de 0,3% sur les retraites imposables (CASA) pour le financement de la perte d'autonomie depuis le 1^{er} avril 2013 ne s'accompagne même pas d'une réelle garantie de prise en charge de celle-ci.
- Les hausses de TVA au 1^{er} janvier 2014.
- L'annonce du gel des pensions du régime général pour 2014 et 2015.
- La non revalorisation des retraites Agirc-Arrco pour 2014 et le calcul sur l'inflation moins 1% en 2015 (c'est-à-dire près de 0%). Le Medef convoque de nouvelles négociations Agirc-Arrco à l'automne.
- La suppression de la demi-part pour les retraité(e)s veufs(ves) ou divorcé(e)s n'ayant pas élevé seul(e)s leurs enfants.
- La fiscalisation de la majoration de pension des retraités ayant eu au moins trois enfants.

Et, n'oublions pas le fait qu'un nombre important de retraités ont subi des conditions de travail pénibles qui réduisent l'espérance de vie de sept ans par rapport aux cadres supérieurs et aux autres professions libérales.

La santé est altérée avant même l'âge de la retraite, des milliers de métallos meurent chaque année, victimes de l'amiante et d'autres cancers d'origines professionnelles.

Les privilégiés sont ailleurs

Ils se trouvent dans le monde de la finance, parmi les actionnaires qui se gavent des profits réalisés sur le dos des salariés et qui continuent à s'enrichir à coups de subventions publiques et d'exonérations.

Depuis 30 ans, la masse salariale des entreprises industrielles et des services a été multipliée par 3,6 alors que le total des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par 20 ! Depuis 2003, le montant des dividendes dépasse les investissements réalisés par les entreprises.

Les retraités maltraités

Il y a le gel des retraites de base qui est confirmé soit 1,3 milliard de manque à consommer pour les retraités. Même objectif pour les retraites complémentaires ce qui représenterait une baisse de 2 milliards d'euros des pensions. La non revalorisation au 1^{er} avril et le report au 1^{er} octobre ont déjà ponctionné de 800 millions d'euros les retraités !

Si Valls annonce un geste pour les petites retraites, cela ne change rien sur les choix d'austérité du gouvernement. Ce ne sont pas de petits gestes dont les retraités ont besoin mais d'une véritable politique sociale.

Le résultat des élections municipales montre l'urgence de mesures concrètes pour répondre aux besoins sociaux des actifs et des retraités.

Retraités dans les mobilisations

Nous avons été nombreux le 6 février et le 18 mars dans les manifestations avec les actifs à montrer notre volonté de ne pas nous laisser faire. Les retraités nous les retrouvons le 1^{er} mai et aussi le 15 mai dans le temps fort à l'appel de la CGT métallurgie. Les 120 000 cartes pétitions signées

en six semaines et adressées à François Hollande pour dire STOP à la dégradation de la situation sont un succès qui demande à être amplifié par des initiatives de luttes multiples, diversifiées, rassembleuses et unitaires chaque fois que possible.

C'est pour ces raisons que les retraités de la métallurgie rassemblés avec les milliers de retraités venant de toutes professions vont se retrouver pour :

la Manifestation Nationale et Unitaire CGT - CFTC - FGR - FSU - FO - SOLIDAIRES - UNRPA - LSR du 3 juin à Paris pour exiger notamment :

- Un rattrapage immédiat de 300 euros par mois pour tous les retraités.
- La revalorisation des retraites au 1^{er} janvier et indexée sur l'évolution du salaire moyen.
- Un minimum de retraite égale au Smic que la CGT revendique à 1 700 euros.
- La restauration de l'assurance maladie, la suppression des dépassements d'honoraires.

- L'abrogation des mesures fiscales s'attaquant au pouvoir d'achat des retraités.

- L'instauration d'une loi prenant en charge l'autonomie financée dans le cadre de la Sécurité Sociale.

C'est possible en augmentant le financement des retraites par :

- L'augmentation des salaires et le développement de l'emploi (100 000 emplois, c'est 2 milliards d'euros de ressources supplémentaires).

- La suppression des exonérations des cotisations dites « patronales » et l'instauration d'une modulation de celles-ci dans le cadre de mesures favorisant le développement de l'emploi.

- La mise à contribution des revenus financiers des entreprises.

- L'élargissement de l'assiette des cotisations à l'épargne salariale (intéressement, participation...).

Nous retraités d'aujourd'hui avons toute notre place dans la société.

Nous ne sommes ni une charge au regard du financement de la retraite ni un poids au regard de notre nombre et de la durée de vie. Dans le prolongement de notre activité professionnelle passée, nous contribuons actuellement à l'économie du pays et à la solidarité entre les générations.

La crise de l'économie capitaliste est le résultat du coût du capital qui joue son profit contre les salaires, l'emploi, les investissements, la protection sociale.

Les mesures gouvernementales contenues dans le plan Valls ne s'attaquent pas à cela. Au contraire !

Et nous retraités, avec toute la population, on devrait payer la facture. NON !

D'autres choix sont possibles pour favoriser la consommation et relancer l'économie. C'est pour cela qu'il faut se faire entendre en exigeant plus de justice sociale par une autre répartition des richesses.

Rendez-vous le 3 juin à Paris



Je revendique. Je manifeste. J'adhère à la CGT.

Bulletin d'adhésion

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Bulletin à remettre à la section d'entreprise ou locale

*ou à renvoyer à l'Union Fédérale des Retraités de la Métallurgie CGT - 263 rue de Paris - Case 433 - 93514 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 86 20, fax : 01 55 82 86 53, courriel : ufr@ftm-cgt.fr*